

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 28 juillet 2023

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 23-287

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ACCURIDE**

5 Avenue du Président René Coty  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 avril 2023 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACCURIDE
- 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site Accuride Wheels consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs d'automobiles.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des eaux souterraines
- Prélèvements
- Stockages de produits chimiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
3	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 9.2.4	/	Arrêté Préfectoral Complémentaire

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétention	Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 8.4.8	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau en nappe	Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 4.1.2.2	/	Sans objet
5	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 9.2.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant met en oeuvre des moyens de prévention des risques de pollutions chroniques conformes aux prescriptions contrôlées et assure le suivi réglementaire des eaux souterraines. Suite à la détection d'une pollution des eaux souterraines, notamment au nickel, au chrome et aux solvants chlorés, l'exploitant a réalisé des analyses de sol sur son installation.

Il est proposé à Mme la Préfète un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de demander à l'exploitant, les éléments permettant de justifier de la pertinence et de la suffisance de ce diagnostic de la source de pollution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 8.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescriptions spécifiques aux liquides toxiques Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres. Tout stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides, il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
<b>Constats :</b> Le bâtiment 25 comporte trois alvéoles distinctes dans lesquelles sont contenues des produits liquides. Une alvéole contient les huiles et les bases, l'autre les produits inflammables et la troisième les acides. Chaque alvéole est sur rétention spécifique, avec recueil dans un stockage sous le niveau du sol. Sous le hangar contigu au bâtiment 25, des produits susceptibles de polluer sont stockés. Toute fuite de polluant est drainée vers un point bas, équipé d'une pompe de relevage vers une cuve dédiée à cet effet. Dans le bâtiment dédié aux traitements de surface, les stockages de produits sont posés sur des rétentions individuelles. Les autres bâtiments ne sont pas sur rétention. Aucun stockage de produits dangereux n'y a été constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant informe que dans le bâtiment 25, les stockages sous le niveau du sol sont des réservoirs en polyéthylène. L'étanchéité des réservoirs n'a pas été contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)...</li></ul>
<b>Constats :</b> Le dernier plan du réseau enterré "eaux pluviales" date du 11/12/2020. Ce plan a fait l'objet d'une mise à jour pour intégrer le regard près de la station de traitement. Ce regard a été cimenté depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1°) L'exploitant doit assurer un suivi de la qualité des eaux souterraines au niveau des 5 puits présents dans l'emprise de son établissement (piézomètres PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ MW, localisés sur le plan en Annexe 6) 2°) Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe au niveau des 5 points identifiés : 3°) L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'établissement. Les paramètres suivants sont au minimum recherchés: « Chrome VI », « Chrome Total », « Hydrocarbures C10 à C40 », « Dichlorométhane », « Chloroforme (THM) », Tétrachlorure de carbone, « Trichloroéthylène », « Tétrachloroéthylène », « 1,1, trichloroéthane », « 1,1 dichloroéthane », « 1,2 dichloroéthane », « cis 1,2-dichloroéthylène », « Trans 1,2-dichloroéthylène », Les mesures et analyses doivent être réalisées par un laboratoire agréé. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des Installations classées, Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais, 4°) Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont ou non à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. 5°) L'exploitant réalisera un bilan quadriennal de cette surveillance piézométrique, afin d'analyser et d'exploiter tous les quatre ans les résultats obtenus, conformément à la Circulaire du 08/02/07 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués » et au guide MEDAD « Maîtrise et gestion des impacts des polluants sur la qualité des eaux souterraines (ESO) ». Ce bilan quadriennal devra être adressé au Préfet au plus tard dans les six mois suivants son achèvement pour aboutir, le cas échéant, à de nouvelles modalités de surveillance avant la fin de la cinquième année.
<b>Constats :</b> L'exploitant assure un suivi de la qualité des eaux souterraines avec des mesures, en six points, concernant des métaux, solvants chlorés et des hydrocarbures. Les mesures d'arsenic, de nickel, de plomb, de chlorure de vinyle, de tétrachloroéthylène présentent des dépassements des valeurs limites préconisées par l'OMS et/ou de potabilité. Les concentrations en tétrachloroéthylène sont nettement supérieures dans les prélèvements des piézomètres en aval. La comparaison des données obtenue lors de la campagne de septembre 2022, entre les mesures à l'amont et à l'aval hydraulique du site, montre une pollution au nickel, potentiellement originaire de l'installation. La pollution est significative dans l'ouvrage MW4, situé au centre de l'installation. En aval, il y a une légère augmentation des concentrations dans les eaux du piézomètre Pz1 (aval), possiblement consécutive à la migration du panache de pollution du centre du site vers l'aval. Lors de la campagne de septembre 2022, le nickel n'a jamais été détecté en amont, mais en l'absence de données suffisantes, il est difficile de déterminer l'origine de cette pollution. Toutefois, la campagne de septembre 2022 conclut à la stabilisation ou à la diminution des différents polluants (arsenic, nickel, plomb, chlorure de vinyle, tétrachloroéthylène,...) pouvant dépasser les valeurs de référence. De nouveaux prélèvements ont été réalisés en mars 2023. L'exploitant montre un rapport de diagnostic de la pollution des sols de novembre 2021 avec 46 points de contrôle répartis sur toute l'emprise de l'installation. Le rapport révèle très peu de pollutions des sols. Notons qu'à l'actuelle et à l'ancienne chaîne de traitement, il y a des traces de pollutions aux hydrocarbures. Concernant le nickel, seul un point de contrôle révèle une pollution, en dessous des seuils de référence cependant.

Paramètre	LQ	Unité	Arrêté du 11 janvier 2007		Valeurs OMS 4ème édition 2017	Pz1 Aval	Pz2 Amont	Pz3 Centre	Pz4 Amont	MW4 Centre	Forage 2 Amont
			Limites de potabilité	Limites de potabilisation							
<b>Métaux</b>											
Arsenic	5	µg/l	10	100	10	17	<	<	<	14	<
Cadmium	5	µg/l	5	5	3	0,35	<	0,10	<	0,27	<
Chrome	5	µg/l	50	50	50	240	23	5,7	23	18	35
Cuivre	10	µg/l	2000	-	2000	17	<	<	<	<	<
Mercurure	0,2	µg/l	1	1	6	<	<	<	<	<	<
Nickel	5	µg/l	20	-	70	45	<	9,3	<	130	<
Plomb	5	µg/l	10	50	-	25	<	<	<	19	<
Zinc	20	µg/l	-	5000	-	190	3,1	<	<	50	4,6
Chrome VI	10	µg/l	-	-	-	9,8	22	<	23	<	35
<b>Solvants chlorés</b>											
Dichlorométhane	5	µg/l	-	-	20	<	<	<	<	<	<
Tétrachlorométhane	1	µg/l	-	-	4	<	<	<	<	<	<
Trichlorométhane (chloroforme)	2	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	<
1,2-Dichloroéthane	1	µg/l	3	-	30	<	<	<	<	<	<
1,1,1-Trichloroéthane	2	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	<
1,1-Dichloroéthylène	2	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	0,2
Chlorure de Vinyle	0,5	µg/l	0,5	-	0,3	<	<	<	<	5,9	<
cis-1,2-Dichloroéthène (cis-1,2 DCE)	2	µg/l	-	-	-	0,77	<	<	<	8,7	<
Trans-1,2-Dichloroéthylène	2	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	0,88	<
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	-	µg/l	-	-	50	0,8	n.d.	n.d.	n.d.	9,6	n.d.
Trichloroéthylène (TCE)	1	µg/l	-	-	20	0,6	<	<	<	<	0,6
Tétrachloroéthylène (PCE)	1	µg/l	-	-	40	160	41	8,1	64	24	160
Somme tri et tétrachloroéthylène	-	µg/l	10	-	-	160,6	41	8,1	64	24	160,6
<b>HCT</b>											
Hydrocarbures totaux C10-C40	50	µg/l	-	1000	-	<	<	<	<	<	<
fraction C10-C12	50	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	<
fraction C12-C16	50	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	11	<
fraction C16-C21	50	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	<
fraction C21-C40	50	µg/l	-	-	-	<	<	<	<	<	<

LQ : limite de quantification du laboratoire  
- : absence de valeurs de référence

< : concentrations inférieures à LQ

xx : concentrations supérieures aux seuils de détection du laboratoire en l'absence de valeurs de référence

Figure 1: Résultats d'analyse de la campagne de septembre 2022

Type de suites proposées : Arrêté Préfectoral Complémentaire

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 4 : Prélèvement d'eau en nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 4.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection du milieu de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Critères d'implantation et protection des nouveaux ouvrages Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, aucun nouvel ouvrage ne devra être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...). Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou de carburant vers le milieu naturel. Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toute activité ou stockage, et exempte de toute source de pollution. La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur. Les tubages seront en PVC ou tout autre matériaux équivalent, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine. La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 mètres minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au dessus du terrain naturel. L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité Immédiate de l'ouvrage. La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage. En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé. Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique, Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.
<b>Constats :</b> L'installation dispose de trois forages. Les forages n° 1 et n° 2 sont dans l'emprise de l'installation. Le forage n° 3 est à l'extérieur et n'a pas été visité. Les forages n° 1 et n° 2 sont à l'intérieur d'un bâtiment dédié. Le sol est en béton et la tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible. Aucune cuve de stockage de produit, pouvant entraîner de chutes de polluant dans les forages, n'est présente dans les bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau communal et au niveau des 3 captages d'eaux souterraines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé chaque jour, sauf en fin de semaine et jours fériés lorsque l'activité est arrêtée. Les résultats sont portés sur un registre, qui peut être informatisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le registre informatisé de relevé de l'index. Jusqu'au 31 décembre 2022, le relevé était réalisé quotidiennement et automatiquement. Depuis janvier 2023, l'exploitant relève manuellement l'index tous les mois. L'exploitant déclare qu'il s'agit d'un fonctionnement dégradé temporaire du fait d'une défaillance du dispositif de télérelevé.
<b>Observations :</b> Les volumes prélevés, mentionnés dans le registre présenté en séance, sont cohérents avec les déclarations faites sur l'application GIREP. L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées de la reprise de la fréquence quotidienne du relevé des prélèvements, qui devra se faire dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### 3) Constat hors visite

#### Instruction des porter-à-connaissance du 26 août 2022 et du 19 avril 2023

La société ACCURIDE met à disposition de la société SECABAT et de la société ODIL une surface de 300 m<sup>2</sup> dans le bâtiment 25 pour qu'elles puissent effectuer un stockage de matériels nécessaires à leurs activités industrielles. L'Inspection des Installations Classées rappelle à l'exploitant qu'en qualité d'ICPE, la société ACCURIDE est responsable des stockages sur son site.

Ce stockage relève de la rubrique ICPE n° 1510 pour laquelle ACCURIDE est sous le régime de l'enregistrement. Le volume total autorisé par arrêté préfectorale du 02 juillet 2013 sur le site est de 184 512 m<sup>3</sup>. La société ACCURIDE déclare dans les porter-à-connaissances, un stockage maximum par SECABAT de 535,50 m<sup>3</sup> correspondant à 35,175 tonnes et un stockage maximum par ODIL de 16 m<sup>3</sup> correspondant à 11,21 tonnes de matériaux.

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts d'un volume supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> .	Entrepôt de stockage des roues, volume des entrepôts : Bât. 20A : 95 686,5 m <sup>3</sup> Bât. 20B : 67 509,75 m <sup>3</sup> Bât. 21 (ancien centre liveur) : 21 315,5 m <sup>3</sup> <b>Total : 184 512 m<sup>3</sup></b> Quantité de combustible stocké (palettes bois, intercalaires, plastiques ou bois, films) : <b>Total : 1 047 t</b>	E
1131-2c	Emploi ou stockage de substances et	Toner 134	D

Figure 2: Extrait de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2013

L'entreprise est autorisée, sous le régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 1510-2 à stocker des matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts d'un volume supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>.

Cependant, ces stockages ont été autorisés dans les bâtiments 20A et 20B, qui ont bénéficié d'un droit d'antériorité lors de l'instruction du dossier d'autorisation de l'installation. Par défaut, l'activité de stockage n'est par conséquent autorisée qu'au sein de ces bâtiments. Cette autorisation ne peut pas être étendue actuellement au bâtiment 25 pour les raisons suivantes :

- le bâtiment 25 ne respecte actuellement les dispositions réglementaires inhérentes au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. Pour rappel, Il ne dispose d'aucun droit d'antériorité pour du stockage relevant de la rubrique 1510 (il est néanmoins utilement rappelé qu'une cellule de ce bâtiment a été autorisée pour du stockage d'acide/base). Aussi, en cas de nouveau stockage de matières combustible, il sera donc nécessaire, pour ce bâtiment, de lui appliquer la réglementation actuelle "entrepôt" associée au régime de l'enregistrement (en application du guide "entrepôt" version 10 février 2023) ;
- aucune mise à jour de l'étude de danger du site n'a été jointe au dossier : en l'absence de modélisation des flux thermiques générés en cas de survenue d'un incendie du bâtiment 25, il n'est pas démontré l'absence de propagation (effet domino) sur les autres bâtiments du site.

Pour ces raisons, l'inspection des installations classées estime qu'il n'est pas opportun d'autoriser l'exploitation du bâtiment 25 dans les conditions demandées par l'exploitant. Un projet de lettre de suite préfectorale est rédigé en ce sens.

#### **Fin de la mise à disposition de locaux à la société EPPE**

La société ACCURIDE ne met plus à disposition de la société EPPE de surface de stockage. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.